

CIRCULATION et STATIONNEMENT
Impasse Pierre Brossolette

PUBLIÉ LE 05 MAI 2026

ARRÊTÉ

LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU le règlement de la voirie communale en date du 27 novembre 2024,

VU la demande en date du 30 avril 2026 formulée par les entreprises GAGNERAUD/ PETAVIT Soudure concernant des opérations de terrassement et pose de réseau de chaleur y compris enrobé (phase2)

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de régler le stationnement et la circulation des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

ARRETE

ARTICLE 1 : Afin de permettre des opérations de terrassement et pose de réseau de chaleur y compris enrobé (phase 2) :

- **La circulation est provisoirement rétrécie avec mise en place d'un sens prioritaire vers la sortie avec gestion par homme trafics pendant la journée)**
- **Autorisation d'utiliser le poteau incendie 101, avec un compteur du concessionnaire**
- **Interdiction de stationnement (cf plan ci-joint)**

Du 08 au 22 mai 2026

ARTICLE 2 - Maintien de l'accès aux véhicules d'urgence, collecte des déchets, aux riverains.

Limitation de la zone de travaux à 30km/h.


ARTICLE 3 - Sous les directives des Services Techniques Municipaux, la présignalisation et la signalisation de l'interdiction et de la déviation seront mises en place par les entreprises GAGNERAUD / PETAVIT SOUDURE chargée de l'exécution des travaux. Avis d'information par boitage individuel aux particuliers et par affichage réglementaire. **Respect de la réglementation en vigueur, de la charte de l'arbre et du règlement de voirie.**

ARTICLE 4 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 5 - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

04 MAI 2026

Fait à SALON, le


Le Maire,

et Délégué, Michel ROUX

Adjoint au Maire

Conseiller Métropolitain



